

AOÛT 2026

POLICY BRIEF



GUYANA ET NAMIBIE, DEUX PAYS DU BASSIN ATLANTIQUE SUR LA NOUVELLE CARTE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE INTERNATIONALE

FRANCIS PERRIN



La géographie mondiale des hydrocarbures n'est évidemment pas figée. De nouveaux producteurs de pétrole et/ou de gaz naturel apparaissent suite à des découvertes, le plus souvent réalisées par des compagnies pétrolières internationales. On pense notamment au Mozambique, qui produit et exporte du gaz naturel liquéfié (GNL) depuis la fin 2022, au Sénégal, qui est un producteur de pétrole offshore depuis la mi-2024, et au Sénégal et à la Mauritanie, qui sont devenus conjointement exportateurs de GNL en 2025. Dans ce Policy Brief, nous étudierons les cas du Guyana et de la Namibie, deux pays qui présentent d'intéressantes ressemblances et de notables différences, et qui ont réussi à attirer sur leur territoire des investisseurs pétroliers étrangers de premier plan.

FRANCIS PERRIN

Plusieurs ressemblances entre le Guyana et la Namibie...

Commençons par les (nombreuses) ressemblances. Le Guyana, au nord de l'Amérique du Sud, et la Namibie, en Afrique australe, sont deux pays en développement très peu peuplés (de l'ordre de 800 000 habitants et de 3 millions d'habitants respectivement). Ils sont tous les deux au bord de l'océan Atlantique, la partie nord pour le Guyana et la partie sud pour la Namibie. Il y a encore une dizaine d'années, ils n'avaient aucun historique pétrolier, mais ils sont pourtant devenus deux points chauds de l'exploration pétrolière dans le monde.

Dans les deux cas, les découvertes pétrolières sont récentes : depuis 2015 pour le Guyana et depuis 2022 pour la Namibie. Elles sont offshore, donc sous l'océan Atlantique, et ont été réalisées par des compagnies pétrolières étrangères, principalement occidentales, ce qui signifie en pratique des sociétés américaines (États-Unis) et européennes. Les volumes de pétrole mis en évidence sont importants ou très importants. Les travaux d'exploration ont également permis de découvrir des quantités significatives de gaz naturel mais les développements pétroliers sont prioritaires pour les entreprises concernées. La raison de ce choix est très claire : le pétrole est beaucoup plus facile à valoriser. Le monde a soif de pétrole, qui est l'énergie la plus consommée devant le charbon et le gaz, et l'or noir se transporte aisément et à un coût faible, même sur de longues distances. Le transport du gaz naturel est plus complexe et plus coûteux et, lorsqu'il n'y a pas un marché national important et pas d'infrastructures d'exportation, les compagnies pétrolières ne se précipitent pas pour valoriser le gaz. La Namibie est une fort bonne illustration de ces difficultés puisque le champ gazier de Kudu a été découvert dans l'offshore en 1974 et qu'il n'est toujours pas entré en production... Au Guyana, la première découverte d'hydrocarbures remonte à 2015.

Une autre ressemblance entre les deux pays est leur attractivité. Rien n'attire plus l'attention des pétroliers que des découvertes d'hydrocarbures, ce qui est un atout pour les États de ces pays. Plusieurs compagnies pétrolières ont cherché à obtenir des permis d'exploration dans ces deux pays, spécialement en offshore. De plus, le pétrole est une source très importante de richesse et le monde entier le sait. Le pétrole et le gaz génèrent de nombreuses activités économiques, et donc des emplois (directs, indirects et induits), des revenus, des recettes budgétaires et d'exportation et de nouvelles constructions. Cela ne signifie pas forcément que ces impacts soient globalement positifs pour un pays et pour sa population car beaucoup de choses dépendent de la façon dont l'État concerné va gérer le secteur des hydrocarbures, les richesses générées par celui-ci et les retombées économiques sur les entreprises et la main-d'œuvre locales. Pour les deux pays qui font l'objet de ce Policy Brief, il est beaucoup trop tôt pour émettre une opinion définitive sur ce sujet très complexe.

Le pétrole est nettement prioritaire mais le gaz naturel n'est pas complètement oublié. En Namibie, BW Energy, une société basée en Norvège, entend développer le champ gazier de Kudu. Vers la fin 2025, l'entreprise a fait état de résultats très positifs suite au forage d'un puits d'appréciation. L'objectif est de développer un projet gaz/électricité mais la décision d'investissement n'a pas encore été prise. Au Guyana, le projet Gas-to-Energy est en cours de développement et devrait entrer en service à la fin 2026. Lorsque les quatre turbines à gaz et les deux turbines à vapeur prévues seront opérationnelles, ce qui sera normalement le cas en 2027, la capacité de production d'électricité sera de 300 MW. Le gouvernement du Guyana est très attaché à ce projet depuis plusieurs années car il va entraîner une forte baisse des prix de l'électricité pour les consommateurs et pour l'économie nationale, le gaz naturel devant remplacer le fioul lourd importé.

... et de nombreuses différences.

Au Guyana et en Namibie, les découvertes sont récentes mais elles sont un peu plus anciennes dans le premier pays cité. C'est en effet en 2015 que le géant américain ExxonMobil a réalisé la première découverte pétrolière au large du Guyana, Liza. Pour la Namibie, la première découverte pétrolière ne remonte qu'au début 2022. Au Guyana, les (très nombreuses) découvertes sont concentrées sur un seul permis, Stabroek, dont ExxonMobil est l'opérateur (l'opérateur est le chef de file d'un consortium de compagnies pétrolières sur un permis et conduit les opérations techniques pour le compte de ce consortium). En Namibie, les découvertes pétrolières depuis quatre ans et demi environ sont situées sur quatre permis offshore. Il y a donc un opérateur pétrolier au Guyana, ExxonMobil, et, initialement, quatre en Namibie, Shell, TotalEnergies, Galp (Portugal) et Rhino Resources (Afrique du Sud). Ce nombre s'est réduit à trois ultérieurement car TotalEnergies a acquis, à la fin 2025, une participation de 40% sur le permis PEL83 (PEL signifie Petroleum exploration license) qui était détenu par Galp à hauteur de 80%. Le groupe français est devenu l'opérateur de ce bloc et a donc pris la direction des travaux sur deux des quatre permis sur lesquels des découvertes pétrolières ont été réalisées.

Autre différence, le nombre de découvertes est à ce jour beaucoup plus élevé au Guyana qu'en Namibie mais l'exploration avait commencé avant. ExxonMobil, qui est la plus grande compagnie pétrolière privée au monde, a réalisé près de 40 découvertes sur Stabroek, ce qui confirme que ce permis est d'une qualité exceptionnelle.

En Namibie, aucun développement pétrolier n'est en cours. Le premier, Venus (TotalEnergies opérateur), sur le PEL56, pourrait être décidé d'ici la fin 2026. L'opérateur a évoqué un investissement de l'ordre de 10-11 milliards USD et une production future de 150 000 b/j environ avec un long plateau. Les problèmes techniques sont importants car le pétrole est difficile à extraire et TotalEnergies entend réinjecter tout le gaz associé dans le réservoir pour éviter d'avoir à brûler ce gaz à la torche. Ces difficultés avaient d'ailleurs conduit Shell, l'opérateur d'un autre permis offshore (PEL 9) sur lequel beaucoup de pétrole a été découvert, à indiquer en janvier 2025 qu'elle n'était pas sûre que ses découvertes soient commerciales. Suite au forage d'un dixième puits sur son permis, la compagnie a précisé en juin 2026 que les résultats étaient meilleurs que ceux qu'elle avait enregistrés précédemment. Sur le PEL83, dont TotalEnergies est maintenant l'opérateur, une très importante découverte pétrolière, Mopane, a été réalisée par Galp. Elle pourrait être le second développement pétrolier dans le pays après Venus.

Des investissements d'environ 60 milliards USD pour sept projets pétroliers au Guyana

Le Guyana est beaucoup plus avancé puisque sept développements pétroliers ont été lancés, dont quatre ont été achevés (Liza Phase 1, Liza Phase 2, Payara et Yellowtail) et trois, Uaru, Whiptail et Hammerhead, sont en cours. Pour ces sept projets, les investissements prévus sont de l'ordre de 60 milliards USD. Le Guyana est devenu un pays producteur de pétrole en décembre 2019 (et exportateur de pétrole au début 2020), soit quatre ans seulement après la première découverte, alors que, pour la Namibie, cela ne devrait pas être le cas avant 2030. La production du Guyana est montée en flèche depuis la fin 2019 ; elle dépasse 900 000 barils par jour (b/j) et devrait atteindre 1,7 Mb/j dès 2030 grâce aux développements cités ci-dessus et à celui de Longtail qui n'a pas encore été lancé.

Outre ExxonMobil (45%), les détenteurs du bloc de Stabroek sont un autre géant américain, Chevron (30%), et le groupe étatique chinois CNOOC (25%). Les ressources récupérables

mises en évidence depuis 2015 sur Stabroek seraient supérieures à 11 milliards de barils équivalent pétrole, selon ExxonMobil. Le groupe américain souligne que ses projets dans ce pays sont très favorisés car ils réunissent trois caractéristiques clés : des coûts de production assez bas, des émissions de gaz à effet de serre relativement faibles et des marges élevées. En bref, le meilleur des mondes.

Un très fort impact économique au Guyana.

Le début de la production pétrolière à la fin 2019 a eu un impact considérable sur la croissance économique du Guyana. Dès 2020, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) était de 43%... Au cours des cinq années suivantes, entre 2021 et 2025, les taux correspondants ont été de 20%, 62%, 33%, 44% et 19% respectivement. Depuis le début de cette décennie, le Guyana détient de très loin le record mondial de la croissance, ce qui montre à quel point l'arrivée du pétrole peut bousculer l'économie d'un pays en développement. Et ce n'est pas la fin puisque ExxonMobil et ses partenaires doivent encore mettre en production quatre projets pétroliers d'ici à 2030, dont le premier en 2026. Il est clair que l'impact du pétrole sur la croissance de la Namibie sera très important au cours de la prochaine décennie.

Dernière différence entre ces deux pays, la Namibie a une compagnie pétrolière nationale, la National Petroleum Corporation of Namibia (NAMCOR), et le Guyana n'en a pas. Par contre, chacun de ces deux pays dispose d'un ministère qui est chargé de superviser le secteur des hydrocarbures. Il s'agit du ministère des Ressources naturelles (MNR) pour le Guyana et du ministère des Industries, des Mines et de l'Énergie (MIME) pour le Guyana.

La fin des hydrocarbures n'est pas pour demain ou pour après-demain.

Le Guyana est un pays producteur de pétrole depuis la fin 2019 et la Namibie rejoindra sans doute ce club vers 2030. Comme précisé au début de ce Policy Brief, le Mozambique, le Sénégal et la Mauritanie sont devenus producteurs et exportateurs de pétrole ou de GNL (les deux pour le Sénégal) entre la fin 2022 et le printemps 2025. L'Ouganda devrait devenir un producteur et exportateur de pétrole en 2027 et il en sera normalement de même pour le Suriname, l'un des voisins du Guyana, en 2028. La liste n'est pas exhaustive. Que l'on s'en félicite ou que l'on s'en inquiète, la fin du pétrole et du gaz naturel n'est pas pour demain ou pour après-demain au niveau mondial et plusieurs pays en développement entendent jouer un rôle significatif au sein de l'industrie des hydrocarbures, d'autant plus que la guerre d'Iran de 2026 et la crise énergétique qu'elle a générée favorisent des pays producteurs tels que le Guyana et de futurs producteurs comme la Namibie¹.

1. Voir notre Policy Brief publié le 17 juillet 2026 par le Policy Center for the New South : "Guerre d'Iran et énergie – dix liaisons dangereuses".

À PROPOS DE L'AUTEUR



FRANCIS PERRIN

Francis Perrin est Senior Fellow au Policy Center for the New South, où il se consacre aux questions énergétiques. Après des études en économie et en science politique à l'Université Pierre-Mendès-France (UPMF, aujourd'hui Université Grenoble Alpes) à Grenoble, en France, il a travaillé pendant plusieurs années comme journaliste et consultant indépendant spécialisé dans les secteurs de l'énergie et des ressources minières, avant de rejoindre en 1991 l'Arab Petroleum Research Center (APRC), basé à Paris. Entre 1991 et 2000, il a été rédacteur en chef des revues Arab Oil & Gas (AOG) et Pétrole et Gaz Arabes (PGA). De 2001 à la fin de 2011, il a occupé le poste de responsable éditorial des publications de l'APRC. Au début de l'année 2012, Francis Perrin a fondé Stratégies et Politiques Énergétiques (SPE), puis, par la suite, Energy Industries Strategies Information (EISI).

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

